

ZIMBABWE

Signature d'un accord historique de partage du pouvoir

Le président zimbabwéen Robert Mugabe et le leader de l'opposition Morgan Tsvangirai ont signé hier à Harare un accord historique de gouvernement d'union, pour mettre fin à cinq mois de crise et ouvrir la voie à l'aide internationale dont le pays a désespérément besoin.

Le président Mugabe, 84 ans dont 28 au pouvoir, a été accueilli dans la matinée par les huées d'une partie de la salle, dans l'hôtel Rainbow Towers où a eu lieu la cérémonie. Son rival recevait en revanche les applaudissements d'une assistance triée sur le volet et composée en majorité de députés zimbabwéens.

Après avoir paraphé l'accord, les deux hommes se sont serrés la main sous les applaudissements. Le président Mugabe gardait le visage fermé, tandis que M. Tsvangirai affichait un large sourire.

Cet accord doit marquer la fin de la grave crise politique née de la défaite du parti au pouvoir aux élections générales du 29 mars qui a été suivie par un déchaînement de violences : le Mouvement pour le changement démocratique (MDC, opposition) a avancé les chiffres de plus de 86 morts dans ses rangs, plus de 10 000 blessés et 200 000 déplacés. «Moi, le Premier ministre du Zimbabwe appelle la Zanu-PF (au pouvoir) et le MDC à unir le Zimbabwe. Les divisions appartiennent au passé», a déclaré M. Tsvangirai avant d'appeler à «rouvrir les portes» du pays aux ONG. «Cet accord est une pro-

messe de douloureux compromis. La route devant nous est longue et ne sera pas facile. Tout ce que nous pouvons faire est de travailler ensemble (...) pour résoudre les problèmes (...) pour une vie meilleure sans peur, pauvreté ni répression. Cet espoir doit unir le Zimbabwe dans notre travail», a poursuivi le nouveau Premier ministre. Dans son discours, le président Mugabe s'est engagé à faire fonctionner ce gouvernement et a une nouvelle fois mis en garde contre toute interférence étrangère dans son pays. «Soyons alliés», a-t-il lancé à l'adresse du président du MDC, qu'il a longtemps traité par le mépris. «Maintenant, nous partageons la même destinée, le temps est venu de reconnaître que nous sommes liés», a-t-il dit, après avoir remercié son homologue sud-africain Thabo Mbeki, médiateur dans ce dossier.

Ce dernier a néanmoins souligné que le gouvernement d'union n'était pas finalisé hier au moment de la cérémonie de signature, appelant les protagonistes à se mettre d'accord «le plus vite possible». Le texte a également été signé par Arthur Mutambara, leader d'une petite faction dissidente de l'opposition.



Mugabe cède une partie de ses prérogatives.

Photo : DR

Une dizaine de dirigeants africains, dont le président botswanais Ian Khama qui avait boycotté en août un sommet régional en raison de la participation de M. Mugabe, assistaient à la cérémonie. Les quinze pays membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) étaient représentés.

L'accord devrait ouvrir la voie à une aide internationale massive dont le pays, enfoncé dans un marasme économique sans précédent, a un besoin urgent.

Les capitales occidentales ont commenté l'événement avec prudence. Ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne s'est dite prête «sur le principe» à soutenir le nouveau gouvernement, en soulignant que l'étendue de ce

soutien dépendrait de ses actions concrètes. L'Union européenne a aussi décidé d'attendre avant de relancer son aide économique.

L'accord a été arraché jeudi par le médiateur de la SADC dans la crise née de la défaite du régime aux élections générales suivie de la réélection contestée du président Mugabe fin juin.

Selon la presse d'Etat, les deux dirigeants se sont mis d'accord samedi sur un gouvernement de 31 ministres, placés sous double contrôle.

Chef de l'Etat, M. Mugabe dirigera le gouvernement, tandis que M. Tsvangirai prendra la tête d'un Conseil des ministres restreint qui participera à l'élaboration des politiques et en surveillera la mise en œuvre.

SOMALIE

L'UE crée une «cellule de coordination» antipiraterie

L'UE a approuvé hier la création d'une «cellule de coordination» chargée de la protection contre la piraterie au large de la Somalie, en attendant peut-être une véritable mission navale dans les mois qui viennent.

Poussés notamment par l'Espagne qui avait vivement réagi après l'attaque contre un de ses thoniers en avril, les ministres européens des Affaires étrangères ont entériné hier la création d'une «cellule de coordination chargée de soutenir les actions de surveillance et de protection menées par certains Etats membres au large des côtes de la Somalie», selon un communiqué officiel.

Cette cellule de «4-5 personnes», selon un diplomate européen, sera mise en place «dans les prochains jours» à Bruxelles.

Cette décision est une contribution aux résolutions de l'ONU sur la protection des navires du Programme alimentaire mondial (PAM) régulièrement pris pour cibles.

Soulignant leur «vive préoccupation» face à la recrudescence des actes de piraterie, les ministres ont aussi approuvé «une option militaire stratégique portant sur une éventuelle opération navale militaire de l'UE» dans cette région.

L'idée est que l'UE envoie plusieurs navires «de façon préventive» contre de nouveaux actes de piraterie mais aussi pour «escorter les bateaux acheminant l'aide humanitaire du PAM», a expliqué un diplomate européen.

Mais le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère Javier Solana s'est montré sceptique hier face à une telle mission navale : «Je ne crois pas que cela sera nécessaire», a-t-il dit. Il a simplement salué la création de la cellule de coordination comme «un très bon pas dans la bonne direction». La Somalie est devenue le point chaud de la piraterie ces derniers mois.

Les pirates y détiennent plusieurs navires et leurs équipages. Un thonier français et un pétrolier battant pavillon panaméen ont échappé de justesse samedi à deux nouvelles attaques.

Le ministre français de la Pêche Michel Barnier, dont le pays assure la présidence de l'UE, a appelé hier à une réponse européenne à ces attaques pour protéger «les 55 navires européens pêchant dans cette zone», évoquant des «surveillances aériennes» ou «des missions de protection» comme pour les convois d'aide humanitaire.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Les discussions avec l'AIEA «dans l'impasse»

Les discussions entre l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Iran, soupçonné de poursuivre un programme nucléaire militaire, sont «dans l'impasse», a affirmé un haut responsable proche de l'AIEA hier à Vienne.

«Sur ce sujet en particulier, nous avons abouti à une impasse», a indiqué sous couvert de l'anonymat ce haut responsable, en référence à de prétendues études réalisées par Téhéran sur la fabrication d'armes nucléaires.

Ces études controversées sur la militarisation du programme atomique de Téhéran ont été révélées en février dernier et décrivent notamment, selon l'agence onusienne,

le processus pour traiter l'uranium sous forme métallique de manière à obtenir deux hémisphères, du type de celui utilisé dans les têtes nucléaires.

L'Iran a toujours nié que son programme nucléaire poursuivait des objectifs militaires et affirme que son développement n'a pour seul but que la production d'électricité. Quant aux «études» en question, Téhéran a toujours affirmé qu'elles étaient «fabriquées» de toutes pièces.

Le rapport de l'AIEA, dont l'AFP a pu voir une copie hier, sera discuté par les membres du conseil des gouverneurs de l'Agence lors de leur réunion la semaine prochaine au siège de l'agence à Vienne.

Afin de progresser, l'Iran devrait «clarifier dans quelle mesure l'information contenue

dans ces documents est correcte et quels éléments ont pu être modifiés, selon Téhéran», indique encore ce rapport de l'agence onusienne.

«L'Iran doit fournir à l'agence des informations substantielles pour soutenir ses déclarations et fournir également l'accès aux documents importants ainsi qu'aux personnes susceptibles d'apporter des éclaircissements sur les questions toujours en suspens, selon le même rapport. Car tant que l'Iran n'aura pas «fait preuve d'une telle transparence (...), l'AIEA ne sera pas en mesure d'assurer de façon crédible que l'Iran ne possède pas de matériel nucléaire non déclaré et qu'il ne poursuit pas d'activités secrètes» dans ce domaine, ajoute l'agence onusienne.

EMIRATS ARABES UNIS

Début du procès pour fraude à Dubai d'un ex-secrétaire d'Etat

L'ancien secrétaire d'Etat émirati Khalifa Bakhit Al-Falassi, qui a été révoqué fin juillet du gouvernement, a rejeté hier les accusations de fraude qui pèsent sur lui, dénonçant une manigance au premier jour de son procès à Dubai.

«Il n'y a pas d'affaire. C'est une affaire manigancée et infondée», a déclaré M. Falassi à l'AFP avant d'entrer dans la salle d'audience, où il comparait avec trois associés présumés, dans un procès exceptionnel aux Emirats.

Lisant l'acte d'accusation, le juge Hamad

Abdellatif Abdoulgawad a précisé que les quatre prévenus — l'ex-secrétaire d'Etat, son fils, un citoyen américain d'origine arabe et un Indien — étaient accusés d'abus de confiance et de fraude dans la prise de contrôle d'une entreprise d'informatique. Les quatre prévenus ont tous rejeté ces accusations, qui ont été portées par une femme d'affaires libanaise qui affirme que M. Falassi a «abusé de la confiance de sa famille» à la suite du décès de son frère, qui était son associé. Les faits remontent à avant l'entrée au gouvernement de M. Falassi.

«C'est une affaire qui a été réglée en 2005 quand les associés ont mis un terme à leur partenariat et signé des accords en ce sens», a déclaré aux journalistes Hussein al-Jaziri, avocat de la défense. «Même s'il y avait un contentieux, c'est une affaire civile, et non pénale.» M. Falassi, qui reste libre après avoir payé une caution, a été révoqué en juillet sans explication officielle, peu après son inculpation.

Son procès, qui a été ajourné au 20 octobre, s'inscrit dans le cadre d'une campagne de lutte contre la corruption du gouvernement de Dubai, un des sept

émirats du Golfe, qui a pour ambition de concurrencer les grandes places financières mondiales que sont Londres ou New York.

Plusieurs responsables d'entreprises ont été détenus ou interrogés pour des affaires de fraude présumée. Mais aucun n'a été jugé. M^e Jaziri a affirmé que l'affaire concernant son client était une affaire privée qui n'avait aucun lien avec les autres enquêtes pour corruption.

Le procès de M. Falassi a été présenté aux Emirats comme sans précédent, du fait du profil du prévenu, un personnage public et ancien membre du gouvernement.